

FORUM DES ORGANISATIONS NATIONALES DES DROITS HUMAINS EN MAURITANIE



Communiqué

L'Université de Nouakchott et une partie de la capitale ont passé deux journées particulièrement agitées, le mercredi 20 et le jeudi 21 avril 2011.

Pendant plusieurs heures, des affrontements violents ont opposé d'un côté des étudiants de l'Union Nationale des Etudiants de Mauritanie (UNEM) à des étudiants du Syndicat National des Etudiants de Mauritanie (SNEM), d'une part et certains étudiants à des forces de l'ordre, d'autre part.

La gravité des événements vécus ces derniers jours, nés des élections contestées du renouvellement du syndicat de la famille estudiantine, n'a pas fini de surprendre, au-delà même du contour politique et racial auquel on rattache, à tort ou à raison, les protagonistes.

Les choses sont d'autant plus graves que des soupçons porteraient sur des mains intéressées qui auraient agi dans l'ombre pour mettre l'huile sur le feu – si elles ne sont, tout court, à l'origine du conflit.

Quoiqu'il en soit, la Mauritanie a été assez divisée et ses fils ont suffisamment souffert des effets de ceux qui avaient mis hier à mal le tissu social et la cohésion communautaire pour qu'aujourd'hui ils acceptent d'être replongés dans un enfer encore présent dans tous les esprits.

Le Forum des Organisations Nationales des Droits de l'Homme (FONADH), inquiet des dérives, des excès et la situation porteuse de germes de déstabilisation qui pourraient résulter de faits aussi graves, appelle à la retenue et met en garde les forces de l'ordre contre tout recours à la brutalité et à des arrestations sélectives; tout comme le FONADH condamne ceux qui, tapis dans l'ombre, tirent les ficelles et attisent les braises.

La Mauritanie est un pays fragile, qui plus est, sort d'une crise politico-militaire consécutive au coup d'Etat d'août 2008, en plus du passif humanitaire non encore résorbé (dérives des années sombres de la décennie 90) et du problème de l'esclavage. Tous ces mauvais ingrédients réunis sont suffisamment dangereux pour que les pouvoirs publics mesurent l'étendue du danger et y parent avec responsabilité, loin des agissements pouvant s'apparenter au parti-pris.

Plus que jamais, le FONADH interpelle les uns et les autres pour que la conscience de chacun puisse guider son comportement et éviter à la Mauritanie de retomber sur ses travers passés et éloigner d'elle les démons de la haine et de la division.

Enfin, le FONADH demande que les étudiants encore détenus à la police soient relâchés immédiatement.

Nouakchott, le 24/04/2011

Les organisations signataires

1. Association des Femmes Chefs de familles (AFCF),

- 2. Association Mauritanienne des Droits de l'Homme (AMDH),**
- 3. Association Mauritanienne pour la Promotion de la Langue et de la Culture SOONINKE (AMPLCS),**
- 4. Association pour la Renaissance du Pulaar en RIM (ARPRIM),**
- 5. Association pour le Renforcement de la Démocratie et de l'Education Citoyenne (ARDEC),**
- 6. Comité de Solidarité avec les Victimes des Violations des Droits Humains en Mauritanie(CSVVDHM),**
- 7. Groupes d'Etudes et de Recherches sur le Démocratie et le Développement Economique et Social (GERRDES),**
- 8. Ligue Africaine des Droits de l'Homme (Section Mauritanie)**
- 9. Ligue Mauritanienne des Droits de l'homme (LMDH),**
- 10. Regroupement des Victimes des Evénements de 1989- 1991 (REVE),**
- 11. Mouvement des Veuves, des Rescapés, Unis pour la Dignité Humaine (MVRUDH),**
- 12. SOS – Esclaves.**
- 13. Collectif des Veuves**